

Cote du document: EB 2014/111/R.8/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 5 b) i)
Date: 8 avril 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel M. Brett

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent onzième session
Rome, 8-9 avril 2014

Pour: **Approbation**

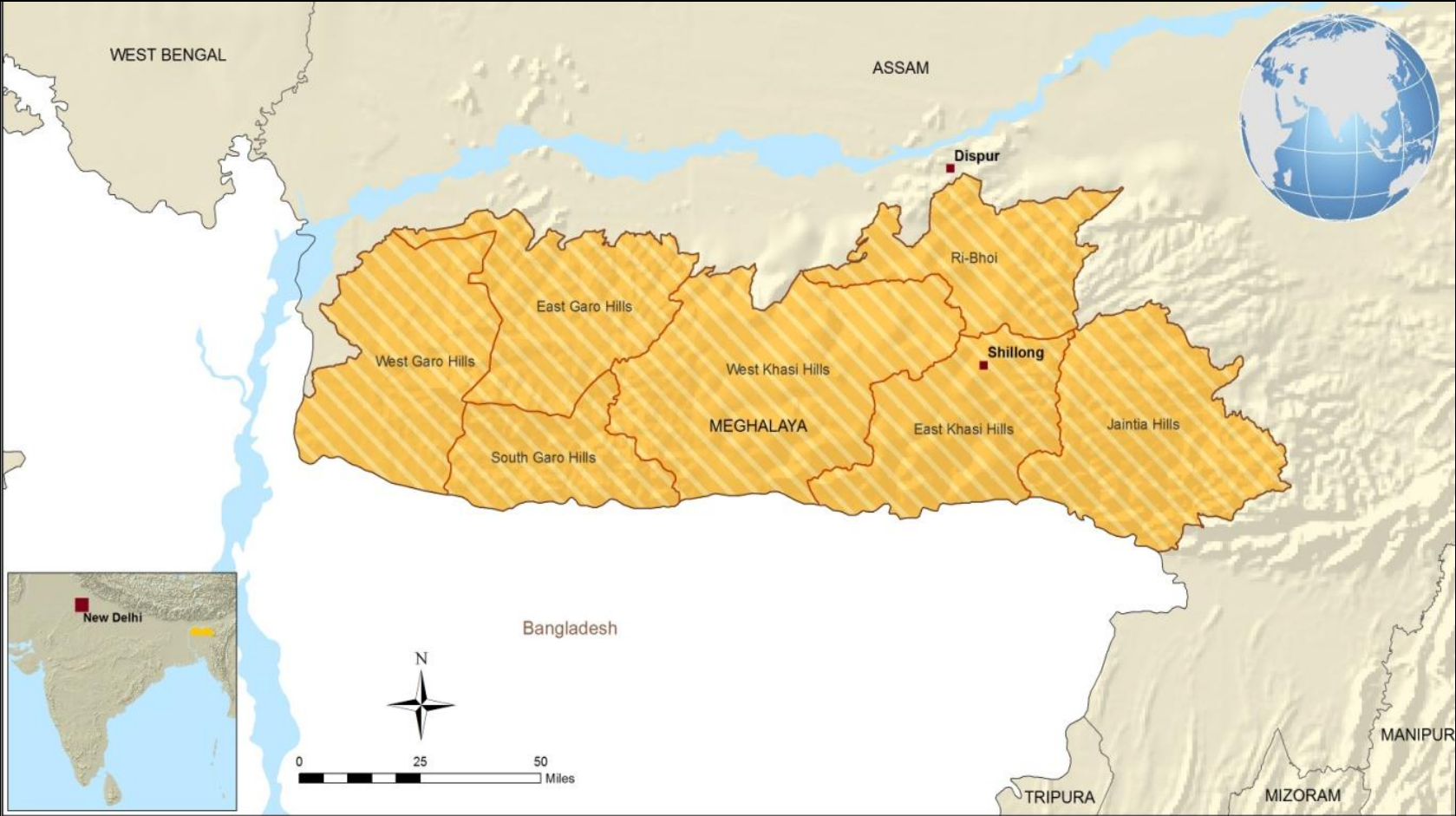
Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	8
A. Coût du projet	8
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments juridiques et autorité	11
VII. Recommandation	11
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	12
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

CFE	Centres de facilitation d'entreprises
CVE	Conseil de village sur l'emploi
IBDLP	Programme pour le développement intégré du bassin et l'amélioration des moyens de subsistance
MBDA	Office de développement du bassin de Meghalaya
MBMA	Structure de gestion du bassin de Meghalaya
NERCORMP	Projet de gestion des ressources communautaires sur les hautes terres de la région du Nord-Est
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Inde

Projet d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Inde
Organisme d'exécution:	Office de développement du bassin de Meghalaya
Coût total du projet:	170 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	32,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 50 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, avec des intérêts calculés sur ce principal à un taux fixe de 1,25% l'an et une commission de service de 0,75% l'an
Contribution de l'emprunteur:	49,7 millions d'USD
Fonds de crédit en provenance des banques:	29,3 millions d'USD
Convergence avec d'autres programmes:	28,2 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	12,7 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés, telle qu'elle figure au paragraphe 56.

Proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Malgré une croissance économique remarquable, la pauvreté demeure un problème majeur en Inde puisque 41,8% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour. Ce pays compte 33% des pauvres de la planète, les niveaux nutritionnels y sont faibles et 42,5% des enfants présentent un déficit pondéral. La répartition des bénéfices de la croissance a peu profité aux populations rurales pauvres du fait d'infrastructures physiques et sociales inappropriées, d'un accès insuffisant aux services, d'investissements modestes, d'une structure sociale hautement stratifiée et hiérarchisée, et de défaillances au niveau de la gouvernance. La population rurale pauvre est principalement composée de salariés agricoles, de petits agriculteurs et de travailleurs occasionnels dans le secteur non agricole. Au sein de ces catégories, les plus défavorisés sont les femmes, les jeunes et les communautés tribales.
2. Le Projet d'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux marchés sera mis en œuvre dans l'État du Meghalaya, l'un des huit petits États du nord-est de l'Inde à ne pas avoir beaucoup profité de l'essor récent du pays. Le Meghalaya est essentiellement rural, les activités industrielles y sont minimes et les emplois offerts par le gouvernement limités. Plus de la moitié de la population travaille dans l'agriculture ou dans une exploitation agricole. La plupart des villages sont dépourvus de voie d'accès et nombre d'entre eux n'ont pas l'électricité. Un peu plus du quart seulement de la terre est cultivable et, lessivés par les fortes précipitations, les sols sont souvent acides. Par suite, le rendement des cultures est bas et la culture itinérante est encore pratiquée. Cet environnement fragile est vulnérable au changement climatique.
3. La population du Meghalaya croît plus rapidement que celle de l'Inde en général, ce qui intensifie la pression exercée sur les ressources naturelles. L'État s'est efforcé de créer des moyens de subsistance et de réduire la pauvreté des communautés tribales qui y sont surreprésentées, mais on estime que près de la moitié des ménages vivent au-dessous du seuil officiel de pauvreté. Alors qu'elle a globalement baissé en Inde entre 2005 et 2010, l'incidence de la pauvreté a légèrement augmenté dans le Meghalaya ainsi que dans les autres États du Nord-Est.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Dans les zones rurales, où vit 80% de la population du Meghalaya, les ressources naturelles sont la clé de la croissance et de l'emploi. Le présent projet utilisera ces ressources pour améliorer les niveaux de vie en favorisant la transition de l'agriculture de subsistance à de nouvelles sources de revenus moyennant le développement de liens entre les marchés et de services d'appui. Dans le même

temps, le projet s'attaquera à la nature multidimensionnelle du problème de la pauvreté par le biais de la gestion des ressources naturelles, avec des interventions visant à assurer l'approvisionnement en eau et à améliorer la sécurité alimentaire de base.

5. Les deux projets soutenus par le FIDA dans le Meghalaya: le Projet d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya, tout juste clos, et le Projet de gestion des ressources communautaires sur les hautes terres de la région du Nord-Est (NERCORMP), toujours en cours, ont montré qu'un programme cohérent d'interventions associant conservation et gestion des ressources naturelles, amélioration des moyens d'existence, liens entre les marchés, services financiers sans exclusive, participation communautaire, développement des compétences et infrastructures rurales peut accroître considérablement les revenus des ménages et ouvrir de nouvelles perspectives économiques. Ces deux projets ont également fait apparaître comment les communautés peuvent s'associer pour regrouper les produits à vendre, ajouter de la valeur et acquérir des intrants en gros. Et comment, en ce qui concerne le NERCORMP, une gestion des ressources naturelles à assise communautaire peut rendre l'utilisation des ressources naturelles plus rationnelle et durable et procurer de réels avantages aux ménages en améliorant leur accès à l'eau et à d'autres services. Le Gouvernement indien a sollicité l'aide du FIDA sur la base de son expérience dans ces deux projets.
6. L'expérience tirée des autres projets soutenus par le FIDA dans la région sera également précieuse. Au nombre des actions réalisées, citons l'instauration de liens entre les marchés et la création de filières et d'entreprises (Uttarakhand, Maharashtra et Tamil Nadu), la mise en place et la gestion d'infrastructures commerciales en milieu rural (Bangladesh), la construction de routes de desserte des villages dans les zones collinaires (Bhoutan et Népal). Par ailleurs, le projet proposé mettra davantage à profit les compétences avérées du FIDA en termes de gestion des savoirs.
7. La conception du projet s'inscrit dans le droit fil des plans du gouvernement de l'État pour le développement du bassin versant dans le Meghalaya. Il servira directement la réalisation des objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur le résultat, à savoir: i) accroître l'accès aux technologies agricoles et aux ressources naturelles; et ii) accroître l'accès aux services financiers et aux filières. Entré en vigueur en avril 2011, l'actuel COSOP axé sur les résultats est revu tous les ans conjointement par le FIDA et le Gouvernement indien pour s'assurer de sa totale adéquation avec les priorités et politiques nationales.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Le projet est conçu pour doter l'ensemble de l'État du Meghalaya, qui comprend 39 blocs (sous-districts), de centres de facilitation d'entreprises (CFE) qui soutiendront quelque 47 400 entreprises au cours des huit années d'exécution du projet. Au total, 54 groupes chargés de la mise en valeur des ressources naturelles, de la sécurité alimentaire et des cultures commercialisables seront implantés dans 18 blocs, chaque bloc comptant environ 75 villages (près de la moitié des villages de la zone d'intervention), soit 1 350 villages.
9. Conformément à la politique du gouvernement, le projet adoptera une approche de saturation, tous les villages étant couverts au sein d'un groupe et tous les ménages au sein d'un village. Si l'on considère qu'il y a 75 ménages par village (valeur moyenne fournie par l'État), on obtient pour l'ensemble de ces groupes un total de 101 250 ménages. Parmi eux, environ 41 250 ménages profiteront directement des activités d'aménagement routier et commercial. Les coopératives villageoises intégrées, quant à elles, regrouperont 120 000 membres, mais une partie d'entre eux devraient également être les bénéficiaires des activités des CFE, de la gestion

des ressources naturelles et des cultures commercialisables. On estime à quelque 191 070 ménages le nombre de bénéficiaires du projet (hors chevauchement).

10. Les groupes (et les blocs) seront choisis sur la base de leurs capacités et de leur potentiel de développement de cultures commercialisables et autres produits. Les CFE apporteront leur appui à tous les entrepreneurs intéressés au sein d'un bloc. Cette approche permettra de garantir la concrétisation de perspectives dynamiques en termes de moyens de subsistance.
11. Le projet ciblera les communautés tribales, lesquelles constituent la quasi-totalité de la population concernée par le projet; les femmes, notamment celles qui vivent dans des zones reculées; les jeunes ruraux; et les ménages vivant sous le seuil de pauvreté dans les zones retenues. L'adoption de stratégies de ciblage spécifiques pour chacun de ces groupes garantira que les plus vulnérables et les plus marginalisés ne sont pas laissés pour compte par le projet.

B. Objectif de développement du projet

12. Le but du projet, qui est d'améliorer les revenus des ménages et la qualité de vie dans l'État rural du Meghalaya, sera atteint par le biais de l'objectif de développement suivant: élargir et pérenniser des perspectives de subsistance adaptées à un environnement accidenté et aux effets du changement climatique.

C. Composantes/résultats

13. Le projet s'articulera autour de quatre composantes: i) ressources naturelles et sécurité alimentaire; ii) appui aux moyens de subsistance; iii) services relatifs aux savoirs; et iv) gestion du projet.
14. **Ressources naturelles et sécurité alimentaire.** Dans le cadre de cette composante, les villages seront dotés d'un dispositif pour gérer leur propre développement et, partant, gérer plus efficacement et plus durablement leurs ressources naturelles, ce qui permettra d'accroître la production alimentaire et de jeter les bases pour une amélioration des moyens de subsistance en lien avec les marchés. Les produits de cette composante seront les suivants: i) une meilleure base de connaissances en ce qui concerne la terre, l'eau et les ressources biotiques; ii) une meilleure capacité de planification et d'utilisation durable de ces ressources; et iii) une amélioration des ressources (terres et eau), avec un accroissement de la production vivrière. Deux sous-composantes traiteront: i) du renforcement des capacités et de la planification des ressources naturelles; et ii) du développement des ressources en terres et en eau et des cultures vivrières. Ces activités seront mises en œuvre dans 1 350 villages, composés de 54 groupes, au sein de 18 blocs sur les 39 que compte l'État. L'exécution de cette composante mettra à profit les enseignements tirés du NERCORMP, dont l'approche en matière de gestion des ressources naturelles est similaire.
15. Les conseils villageois pour l'emploi (CVE) déjà en place seront responsables de la mise en œuvre de la composante. Avec l'aide de facilitateurs villageois et de prestataires locaux de services, et moyennant des approches de planification participative, les CVE prépareront des plans intégrés de gestion des ressources naturelles. Le projet appuiera leur exécution en allouant à chaque village 400 000 roupies indiennes (6 450 USD environ). Les interventions susceptibles d'être financées dans le cadre de ces plans sont les suivantes: i) développement des ressources en eau (par exemple, irrigation à petite échelle, restauration des sources, collecte des eaux de pluie, approvisionnement en eau potable); ii) mise en valeur des sols (par exemple, stabilisation des pentes, culture en terrasses, stabilisation du *jhum* [agriculture itinérante] et gestion du drainage); et iii) intensification des cultures vivrières (par exemple, amélioration des pratiques culturales, diversification de la production, gestion de la fertilité des sols et évolution de l'exploitation).

16. **Appui aux moyens de subsistance.** Cette composante visera à: i) appuyer et renforcer les capacités des communautés à mettre en place des activités de subsistance axées sur les produits; et ii) traiter les questions relatives à l'accès aux marchés et aux services financiers. Les sous-composantes seront au nombre de cinq, à savoir: i) développement des entreprises; ii) production et commercialisation intégrées; iii) développement de l'élevage; iv) accès aux marchés; et v) finance rurale.
17. Les CFE établis dans chaque bloc de l'État serviront de guichet unique pour quiconque souhaitera démarrer ou étendre une activité dans les secteurs agricole ou non agricole. L'appui des CFE aux entrepreneurs se traduira par: i) une assistance pour l'accès aux prêts et aux subventions bancaires; ii) des facilités d'accès aux autres programmes gouvernementaux et à leurs avantages; et iii) la fourniture de conseils, de formations et d'appuis techniques.
18. Dans les 18 blocs présentant le meilleur potentiel commercial, le projet offrira aux producteurs, au sein de groupes de villages, un appui pour le développement de produits choisis en raison de leur fort potentiel commercial. Pour chacun de ces produits, le projet appuiera l'élaboration et la mise en œuvre de plans. Cette assistance comprendra notamment: i) la formation d'agriculteurs chefs de file; ii) la fourniture de technologies améliorées; et iii) des interventions destinées à faciliter l'accès aux marchés et aux intrants. Au nombre des produits concernés et susceptibles par conséquent de bénéficier en priorité de l'appui du projet, citons: l'ananas, les oranges, le gingembre, le curcuma, les légumes hors saison et les fraises.
19. Avec l'aide de prestataires de services spécialisés, le projet mettra également en place 120 centres pour le développement de l'élevage au sein des groupes de villages retenus. Ces centres concentreront leur soutien sur la production porcine et caprine, l'accent étant mis sur la santé, l'alimentation, la stabulation et la reproduction. Le projet formera également dans chaque village des personnes-ressources en matière d'élevage qui tireront des revenus de la fourniture de services sanitaires de base.
20. En ce qui concerne les infrastructures de commercialisation et de communication, le projet appuiera la création d'environ 55 marchés primaires ainsi que la construction de 250 kilomètres de routes rurales, de 20 ponts submersibles et de 20 téléphériques.
21. Enfin, pour garantir le financement des entreprises et leur accès aux services financiers, le projet appuiera le lancement et la mise en place de 300 coopératives villageoises intégrées qui couvriront 1 350 villages et compteront 120 000 membres. Ces coopératives seront chapeautées par la Banque coopérative de l'État du Meghalaya qui leur octroiera des prêts à rétrocéder à leurs membres. Si possible, ces coopératives prendront appui sur des institutions existantes, telles que les coopératives agricoles de base viables ou les fédérations de groupes d'entraide.
22. **Services relatifs aux savoirs.** Cette composante fournira: i) des informations pour une bonne gouvernance des ressources naturelles, en particulier des cartes des villages obtenues par télédétection; ii) des informations sur la création d'entreprise, et notamment, si possible, un service d'assistance téléphonique pour le personnel et les clients des CFE; iii) la mise à l'essai de technologies et des activités de recherche-action afin de générer des informations sur de nouvelles technologies et solutions susceptibles de répondre aux problèmes liés aux ressources naturelles et à l'entrepreneuriat; iv) le suivi-évaluation (S&E) des activités, résultats et effets du projet; v) la gestion des savoirs et les enseignements pour les ménages participants, le personnel du projet et les autres parties prenantes; et vi) la diffusion des informations sur le projet aux parties prenantes externes et à un public élargi.

23. **Gestion du projet.** Une unité centrale de gestion du projet (UGP) sera établie au niveau de l'État et 11 UGP au niveau du district. L'UGP centrale comprendra des équipes chargées de la gestion administrative et financière du projet ainsi que de l'appui technique, et hébergera la composante Services relatifs aux savoirs. La gestion du projet s'appuiera sur les systèmes existants, au niveau de l'État et des districts, et renforcera progressivement leurs capacités.

III. Exécution du projet

A. Approche

24. Le projet suivra une approche à trois volets. Premièrement, il appuiera les CFE qui sont en cours d'implantation dans l'État du Meghalaya pour promouvoir et soutenir toute une gamme d'investissements dans les secteurs agricole et non agricole en milieu rural. Deuxièmement, il appuiera les groupes pour le développement de produits spécifiques destinés à la commercialisation, dans l'État et à l'extérieur; cet appui sera assorti d'investissements dans la gestion des ressources naturelles, la finance rurale et les infrastructures d'accès aux marchés. L'approche par groupes créera les volumes et les économies d'échelle nécessaires pour accéder aux marchés. Troisièmement, le projet générera et diffusera des savoirs pour soutenir une production et des entreprises rurales en adéquation avec les ressources naturelles du Meghalaya, les techniques de production, les services d'appui et les marchés. Tout cela induira un changement d'attitude à l'égard des moyens de subsistance.

B. Cadre organisationnel

25. Au niveau de l'État, le Ministère de la planification du Gouvernement du Meghalaya constituera l'organisme central du projet; l'Office de développement du bassin du Meghalaya (MBDA), une entité enregistrée, sera l'organisme d'exécution.
26. L'UGP centrale sera implantée au sein de la structure chargée de la gestion du bassin du Meghalaya, entité à but non lucratif faisant partie du MBDA. Le directeur exécutif à temps plein (de préférence un responsable indien des services administratifs) sera de droit le directeur du projet. Il rendra des comptes au directeur général du MBDA et à son conseil d'administration (qui comprend les principaux secrétaires d'État du Gouvernement du Meghalaya). Le personnel de l'UGP, y compris un directeur de projet supplémentaire, sera recruté par voie concurrentielle sur une base contractuelle, ou sera détaché par le gouvernement. L'UGP pourra également compter sur un certain nombre de membres du personnel du MBDA.
27. Au niveau du district, c'est le commissaire adjoint qui sera de droit le coordonnateur du projet et sera responsable de l'exécution, ce qui contribuera à garantir sa convergence avec les autres programmes menés dans cette zone. Dans chaque village, la mise en œuvre de la composante Ressources naturelles et sécurité alimentaire s'effectuera par le biais des CVE, créés antérieurement pour répondre au Plan national Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi rural.
28. Les agences techniques partenaires, dont certaines ont déjà été retenues par le MBDA, fourniront un appui spécialisé pour la gestion des ressources naturelles, les cultures vivrières, l'élevage, les CFE, les groupes de production et de commercialisation intégrées, et les services relatifs aux savoirs.
29. La coordination au plus haut niveau sera assurée par le conseil d'administration du MBDA, qui suivra la progression du projet et veillera à ce que ses activités soient harmonisées avec les autres efforts de développement menés dans le Meghalaya, en particulier les neuf orientations du Programme pour le développement intégré du bassin et l'amélioration des moyens de subsistance qui sont les suivantes: aquaculture, apiculture, élevage, horticulture, sériciculture, foresterie et cultures de plantation, tourisme, énergie et eau. Au niveau du district, la coordination et la convergence seront garanties par le fait que le commissaire adjoint sera le

coordonnateur du projet. Le projet figurera à l'ordre du jour des réunions de planification et de coordination du développement, des rencontres mensuelles pour la convergence de l'unité de développement du bassin et des réunions inter-programmes au niveau du district.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

30. **Planification.** Le projet suivra le processus de planification entrepris par le MBDA dans son ensemble. Un projet de plan de travail et budget annuel (PTBA) sera préparé en consultation avec les unités de district et les agences partenaires et approuvé par le conseil d'administration du MBDA avant d'être soumis au FIDA, pour approbation, avec le plan annuel de passation des marchés. Le PTBA approuvé servira de référence, au cours des missions de supervision, pour l'examen de la performance et de l'état d'avancement.
31. **Suivi-évaluation.** Le système de S&E collectera des données et des informations afin de mesurer la performance et les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs; il étayera ce faisant une réflexion critique sur les stratégies et activités du projet. Il appuiera le processus décisionnel à divers niveaux et constituera la base d'une gestion axée sur les résultats. Dans la mesure du possible, le système de S&E sera intégré au système global d'information de gestion du MBDA et utilisera les données générées via le "portail des entrepreneurs". Le système de S&E fournira également des données sur les indicateurs du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA.
32. **Apprentissage et gestion des savoirs.** Ce sont des éléments clés du projet. Toutes les composantes du projet ont un rôle à jouer dans la dissémination de l'information et des savoirs, à la fois en interne au sein du projet (notamment en direction des entrepreneurs, des agriculteurs et des villageois en général) et en externe en direction des résidents de l'État, du gouvernement, du FIDA, des autres agences de développement et de la société civile dans son ensemble. Dans le cadre de cette composante, l'appui inclura: i) la fourniture de kits d'information aux villages; ii) la réalisation et l'impression d'affiches et de tracts; iii) la traduction de manuels et de directives techniques dans les trois principales langues locales; iv) l'édition et la conception graphique de publications sur le projet destinées à un lectorat extérieur; v) la production de supports de communication; vi) le lancement d'un site web consacré au projet pour la diffusion des informations et résultats clés; et vii) l'organisation de manifestations spécifiques. L'information générée par le projet sera également disséminée via le site web du FIDA, ses newsletters, ses rapports thématiques ainsi que dans le cadre d'activités d'apprentissage. L'enseignement en interne se fera notamment par une série de rencontres régulières des parties prenantes du projet au niveau du groupe, du bloc, du district et de l'État. Lors de ces rencontres, la progression des activités du projet sera évaluée et l'on cernera les raisons des réussites ou des échecs.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

33. **Gestion financière.** La gestion financière sera conforme à celle des autres projets actuellement soutenus par le FIDA en Inde et dans l'État du Meghalaya. Des risques fiduciaires peuvent survenir lors de la mise en place d'une gestion financière appropriée au sein d'un nouvel organisme d'exécution (MBDA) dont les capacités doivent être renforcées, compte tenu également de la dissémination géographique des activités du projet et de la chaîne de responsabilité hiérarchique qui en découle. Trois mesures principales d'atténuation sont prévues: établissement de clauses spécifiques dans l'accord de prêt afin de garantir que la gestion financière (comptabilité et présentation des rapports) est bien appliquée; renforcement des fonctions d'audit externe et interne, avec l'intégration d'un contrôle sur échantillon de l'utilisation des fonds au niveau des villages; formation et appui continus de la part d'un spécialiste du FIDA en matière de gestion financière et de passation de marchés du personnel financier des UGP, au niveau central et au niveau du district.

34. **Flux de fonds.** Afin que le projet dispose d'un fonds de roulement suffisant pour le démarrage des activités, le Gouvernement indien ouvrira auprès de la Reserve Bank of India un compte destiné à recevoir les avances. Le FIDA versera sur ce compte une avance initiale de 1,5 million d'USD, qui sera réglée dans les 12 mois à compter de sa date de décaissement. Toutes les dépenses ultérieures du programme déclarées par la MBMA par l'entremise du gouvernement de l'État seront remboursées par le FIDA via la procédure de remboursement. Le financement accordé par le FIDA pour ce projet sera acheminé par l'intermédiaire du Gouvernement indien, qui le rétrocédera à l'État du Meghalaya selon la procédure de l'aide centrale supplémentaire dont bénéficient certaines catégories d'États. Au départ, c'est le Ministère de la planification de l'État qui transférera à la MBMA les fonds sous forme de don, en y incluant son financement de contrepartie, conformément au PTBA approuvé pour le projet. Ces fonds seront déposés sur des comptes de projet distincts au niveau des UGP, centrale et de district. Les fonds que la MBMA recevra du gouvernement ne seront pas perdus à la fin de l'exercice financier. Pour que le financement du FIDA reste identifiable, le gouvernement de l'État spécifiera la part du financement de contrepartie, des versements anticipés et du financement du FIDA pour chaque transfert de fonds.
35. **Passation des marchés.** L'attribution de marchés de biens, de travaux et de services de conseil pour le projet sera effectuée conformément aux Directives du FIDA en matière de passation des marchés et du Manuel y relatif (2010). L'attribution des marchés respectera les plans de passation de marché soumis par la MBMA et approuvés par le FIDA. Les informations figurant dans le plan de passation des marchés respecteront les exigences du FIDA et feront l'objet d'une préparation distincte pour les biens, les travaux et les services de conseil.
36. **Audit.** Une fois par an, les états financiers du projet seront contrôlés par un cabinet comptable privé agréé, sélectionné par le biais d'un appel à la concurrence, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Un ou plusieurs cabinets séparés de comptables agréés seront engagés en tant que vérificateurs internes. Par ailleurs, durant la période d'exécution, le projet pourra être audité par l'institution suprême de contrôle en Inde, le contrôleur financier et le vérificateur général.
37. **Gouvernance.** Un cadre de bonne gouvernance sera élaboré et inclus dans le manuel d'exécution du projet, ce afin de garantir: i) la transparence, en mettant l'information dans le domaine public; ii) l'obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources; et iii) la participation, afin que les populations puissent faire entendre leur voix dans le contexte des décisions susceptibles de les concerner. L'implication des communautés concernées à tous les stades de l'exécution du projet peut simultanément améliorer les effets de développement et réduire les risques de fraude et de corruption.

E. Supervision

38. Le FIDA supervisera directement le projet et prendra part aux échanges sur l'approche et la stratégie du projet dans le cadre d'un atelier de démarrage organisé au niveau de l'État. Le Fonds fournira également le soutien à l'exécution du projet dans les domaines clés, en particulier la gestion financière, la mise en place du système de S&E et l'élaboration de plans de formation pour les différentes composantes du projet. La première mission de supervision, qui est prévue à la fin de la première année d'exécution, réunira des spécialistes en ressources naturelles, en développement d'entreprise et en gestion financière. Une fois que les travaux relatifs à l'infrastructure matérielle auront débuté, des ingénieurs participeront également aux missions de supervision.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

39. Basé sur les prix de 2013, le coût total du projet est estimé à 169,9 millions d'USD, dont 10% de provision pour aléas financiers. Les hypothèses qui sous-tendent ce coût sont les suivantes: i) un cycle de huit ans démarrant en juillet 2014; ii) des aléas financiers fixés à 5% par an (8% pour les coûts de personnel); iii) un taux constant de 62 roupies indiennes pour 1 USD; et iv) des impôts et taxes de 5% sur la formation, les ateliers, les dépenses de personnel et de fonctionnement, de 15% sur les contrats de prestataires de services et les travaux de génie civil, et de 10% sur les biens et équipements.

Tableau 1
Coût du projet par composante

	Total (en milliers de roupies indiennes)	Total (en milliers d'USD)	Pourcentage de référence
1. Ressources naturelles et sécurité alimentaire	2 144 981	34 596	22
2. Soutien des moyens de subsistance	6 635 394	107 002	69
3. Services relatifs aux savoirs	338 092	5 453	4
4. Gestion du projet	493 659	7 962	5
Coût total de référence	9 612 126	155 034	100
Provisions pour aléas d'exécution			
Provisions pour aléas financiers	921 969	14 870	10
Coût total du projet	10 534 095	169 905	110

B. Financement du projet

40. Le projet est financé grâce à un prêt du FIDA à hauteur de 50,0 millions d'USD; une contribution du Gouvernement du Meghalaya de 49,7 millions d'USD; un apport des banques sous forme de prêts aux entrepreneurs à hauteur de 29,3 millions d'USD; la convergence avec d'autres programmes à hauteur de 28,2 millions d'USD; et une contribution des bénéficiaires à hauteur de 12,7 millions d'USD. Les banques, les programmes de convergence et les bénéficiaires fourniront un financement parallèle, qui ne sera pas directement comptabilisé par l'équipe financière du projet.

Tableau 2
Plan de financement et catégorie de dépense*

	Gouvernement		FIDA		Banques		Convergence		Bénéficiaires		Total		Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Travaux	10 325	45,0	12 619	55,0	-	-	-	-	-	-	22 944	13,5	3 442
2. Travaux pour la convergence	-	0,0	-	0,0	-	-	16 555	100,0	-	-	16 555	9,7	-
3. Véhicules	121	25,0	364	75,0	-	-	-	-	-	-	486	0,3	121
4. Équipement	1 264	52,5	1 142	47,5	-	-	-	-	-	-	2 407	1,4	241
5. Formation	859	10,1	7 686	89,9	-	-	-	-	-	-	8 545	5,0	427
6. Services de consultants	577	15,0	3 269	85,0	-	-	-	-	-	-	3 846	2,3	577
7. Biens, services et intrants	1 479	15,0	8 380	85,0	-	-	-	-	-	-	9 859	5,8	1 479
8. Crédit, fonds de garantie	9 699	15,9	-	0,0	29 319	48,2	11 593	19,0	10 256	16,8	60 867	35,8	-
9. Dons/aides et subventions	11 625	54,9	7 706	36,4	-	-	-	-	1 855	8,8	21 185	12,5	-
10. Salaires et indemnités	11 983	60,0	7 989	40,0	-	-	-	-	-	-	19 972	11,8	531
11. Dépenses de fonctionnement	1 732	53,5	908	28,0	-	-	27	0,8	572	17,7	3 239	1,9	69
Coût total du projet	49 665	29,2	50 063	29,5	29 319	17,3	28 175	16,6	12 682	7,5	169 905	100,0	6 887

C. Résumé des avantages et analyse économique

41. Le taux interne de rentabilité économique de cet investissement est de 26%, qui reste viable si les coûts augmentent de 25% ou si les bénéfices diminuent d'autant. L'analyse sur ferme modèle fait apparaître des augmentations importantes du revenu net pour les ménages participants.
42. Le projet touchera quelque 191 070 ménages, soit plus de 1 million de personnes. Parmi eux, 101 250 ménages tireront avantage d'actions plus soutenues dans le cadre de la composante Ressources naturelles et sécurité alimentaire, ainsi que des perspectives offertes par une production et une commercialisation intégrées et le développement de l'élevage.
43. L'avantage immédiat du projet sera l'accroissement de la productivité grâce à : l'introduction in situ de pratiques de conservation de l'eau; de meilleures pratiques agricoles, en particulier un changement dans les systèmes de culture pour répondre à la demande du marché; et la culture de plantes à épices et de plantation. S'ensuivront une augmentation des revenus des ménages et une amélioration de la sécurité alimentaire. En moyenne, la production vivrière d'un ménage passera de 1 070 kilogrammes par an à plus de 1 260 kilogrammes (sans compter les tubercules, les fruits, les légumes et les épices). Des bénéfices supplémentaires seront tirés des activités de renforcement des capacités mises en œuvre par le projet.

D. Durabilité

44. Des groupes pour la gestion des ressources naturelles et le développement de filières de produits commercialisables seront constitués sur la base de l'offre et de la demande et seront appuyés par des prestataires de service viables issus des communautés locales et du secteur privé. Le processus de préparation des plans intégrés de gestion des ressources naturelles permettra de sensibiliser sur les questions liées à l'utilisation durable des ressources naturelles tandis que la mise en œuvre de ces plans permettra de protéger ces mêmes ressources. Les conseils villageois pour l'emploi (CVE), structures essentielles au niveau du village, sont des institutions statutaires permanentes qui perdureront après le retrait du projet. Les entreprises soutenues par les CFE et les groupes de production seront financièrement viables. Le MBDA prévoit de rendre les CFE durables (en facturant leur coût de fonctionnement et en les dotant de revenus), mais leur rôle est susceptible de changer au fil du temps et il est possible que d'autres organismes s'orientent vers l'appui aux entreprises. L'infrastructure de base des marchés publics n'est pas coûteuse à entretenir, et les accords conclus par le projet avec les autorités du marché pour le développement de leurs marchés incluront l'obligation de réserver une partie des gains à l'entretien et autres améliorations, assortie de l'élaboration d'un plan de maintenance approuvé. Le gouvernement a souligné que le Programme pour le développement intégré du bassin et l'amélioration des moyens de subsistance (IBDLP) est un programme, et non un projet, et qu'à ce titre il prévoit de continuer à soutenir le développement d'entreprises et la gestion des ressources naturelles au-delà du terme de tout projet spécifique.

E. Identification et atténuation des risques

45. Les principaux risques et hypothèses sont identifiés dans le cadre logique. Ils sont liés à des facteurs externes (croissance économique globale, marché/prix et changement climatique) et à la manière dont les ménages saisiront les possibilités de développer des entreprises. Le risque que la production agricole soit touchée par une évolution des régimes climatiques résultant du changement climatique sera atténué grâce à une série d'activités et de mesures telles que la conservation de l'eau, des méthodes efficaces d'irrigation et l'introduction de cultures tolérant la sécheresse. Le risque que des prix alimentaires trop bas dissuadent les agriculteurs de produire des cultures vivrières de base sera atténué par: i) le fait que ces cultures sont moins exposées aux dégâts causés par les animaux sauvages que dans les autres États de cette région de collines; et ii) les taux relativement faibles

d'exode rural, d'où une main-d'œuvre disponible pour le travail agricole. Toutefois, les subventions publiques aux prix alimentaires pourraient amener les agriculteurs à considérer qu'il devient plus intéressant d'acheter les céréales alimentaires de base (riz, blé) que de les faire pousser. Si ce risque est avéré, le projet recentrera ses activités sur des produits axés sur le marché, éloignés des cultures vivrières de base. Des risques existent également que les ressources naturelles, en particulier l'approvisionnement en eau, soient affectées par l'extraction du charbon et l'exploitation forestière. À cet égard, les villages situés dans la zone du projet élaboreront des plans de gestion des ressources naturelles qui désigneront les aires de forêts à protéger et prépareront des plans pour du forestage durable à d'autres endroits. Toujours dans le cadre des activités de gestion des ressources naturelles, on pourra restaurer des sources et replanter leur zone de captage.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

46. Dans la mesure où il se concentre sur les entreprises et filières rentables et sur l'adaptabilité des ressources naturelles, le projet s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 et de l'actuel COSOP axé sur les résultats pour l'Inde. De plus, sa conception respecte totalement les politiques du FIDA en matière de création d'entreprises, de changement climatique, de ciblage, de peuples autochtones et d'égalité entre les sexes. Le projet est classé en catégorie B, par conséquent aucune évaluation environnementale supplémentaire n'est requise.

B. Alignement et harmonisation

47. Le projet travaillera de concert avec d'importants programmes gouvernementaux, en particulier le programme IBDLP mis en place par l'État du Meghalaya. Le projet a été conçu de manière à être exécuté en convergence avec le Plan national Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi rural, et pour avoir une convergence financière avec l'Assistance centrale spéciale au sous-plan tribal dans le cadre de l'article 275 (1) de la Constitution indienne. Le fait d'être mis en œuvre par le MBDA et de constituer une part essentielle du programme IBDLP dans son ensemble – programme phare de l'État pour l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales – est une garantie que le projet se verra reconnaître la plus haute priorité possible et que les enseignements qui en seront tirés seront disséminés au plus haut niveau. Le programme IBDLP fournit un cadre pour la participation des organismes gouvernementaux concernés, ce qui permettra de réunir des ressources supplémentaires par le biais de la convergence avec d'autres programmes d'État ou nationaux.

48. Le projet sera également harmonisé avec les programmes d'agences de développement externes. Les principales agences actives au Meghalaya sont la Banque asiatique de développement (BAD) et l'Agence allemande de coopération internationale [Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit] (GIZ). La BAD appuie actuellement un programme routier qui complète les efforts de développement rural en améliorant l'accès aux marchés et aux services. Elle apportera aussi son soutien à l'enseignement secondaire et au développement des compétences. La GIZ soutient le Programme d'adaptation au changement climatique dans cinq États du nord-est du pays, dont le Meghalaya. Le MBDA est chargé de mettre en œuvre ce programme dans 64 villages de cet État. Ces derniers joueront dans le cadre du projet un rôle pilote s'agissant des mesures d'adaptation au changement climatique. Le bureau de pays du FIDA a organisé une rencontre avec la communauté des donateurs en novembre 2013, afin d'examiner dans le détail la conception du projet et de favoriser l'apprentissage mutuel avec les partenaires de développement.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

49. Le projet est conçu de manière à reproduire à plus grande échelle les actions réussies dans le cadre du Projet d'amélioration des moyens d'existence dans

l'Himalaya et dans celui du NERCORMP, en particulier la planification de la gestion des ressources naturelles et la création d'entreprises. De plus, sur la base d'échanges tenus avec le Gouvernement de l'État, il est prévu que les activités du projet (en particulier la mise en valeur des ressources naturelles, la sécurité alimentaire et les produits commercialisables) soient reproduites à plus grande échelle pour couvrir le reste de l'État, grâce à l'utilisation conjointe de fonds du gouvernement central et du gouvernement de l'État et avec l'aide possible d'autres donateurs.

50. Conformément au programme d'innovation figurant dans le COSOP axé sur les résultats, le projet a été conçu de manière à prévoir une aide visant à accroître la résilience de l'agriculture au climat et envisage notamment de faire usage des technologies de l'information et de la communication pour renforcer la gestion des savoirs et disséminer l'information de ferme en ferme et de village en village, par le biais de la participation à un programme coordonné par l'organisation indienne Digital Green.

D. Participation à l'élaboration des politiques

51. Les dispositions relatives à l'exécution – mise en œuvre par le MBDA en tant que volet principal du programme global IBDLP – favoriseront une participation au quotidien à l'élaboration des politiques au plus haut niveau. De plus, les activités de gestion des savoirs du projet contribueront au processus d'élaboration des politiques en: i) partageant les résultats et les enseignements tirés de l'exécution; ii) continuant à reproduire à plus grande échelle les opérations couronnées de succès; et iii) fournissant un retour d'information sur l'efficacité des politiques et programmes actuellement menés par les autorités centrales et celles de l'État s'agissant d'atteindre les populations rurales pauvres.
52. Par ailleurs, le projet organisera chaque année des événements de haut niveau sur le partage des savoirs réunissant toutes les parties prenantes et acteurs concernés pour renforcer le dialogue et soutenir l'adoption de politiques favorables aux pauvres.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

53. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
54. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
55. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

56. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à trente-deux millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (32 400 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Livelihoods and Access to Markets Project"

(Negotiations concluded on 25 March 2014)

Loan Number: _____

Project Title: Livelihoods and Access to Markets Project ("the Project")

The Republic of India (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD") (each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

(A) The Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Livelihoods and Access to Markets Project described in Schedule 1 to this Agreement;

(B) The Project shall be carried out through the State of Meghalaya (the "State") pursuant to a separate agreement of even date herewith between the Fund and the State (the "Project Agreement");

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan thirty two million four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 32 400 000).
2. The Loan is granted on blend terms, with a maturity period of 25 years, with a grace period of 5 years, interest rate at 1.25% and a service fee of 0.75%.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollars.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1st of April.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 April and 15 October.
6. There shall be an account, denominated in USD, designated to receive a one-time initial advance of USD 1.5 million, to be settled by the Borrower in the first twelve months following the disbursement of such advance. All subsequent withdrawal applications during the Project Implementation Period will be submitted on the basis of reimbursement of expenditures.
7. There shall be a Project Account denominated in local currency opened and operated by the State Project Management Unit (SPMU), as described in Schedule 1 hereto, which shall be maintained in a bank mutually acceptable to the Fund and State Government.
8. There shall also be Sub-Project Accounts denominated in local currency opened and operated by the District Programme Management Units (DPMUs), as described in Schedule 1 hereto which shall be maintained in a bank mutually acceptable to the Fund and State Government.
9. The Borrower shall cause the State to provide an amount of approximately USD 50 million equivalent as counterpart financing for the Project. The Borrower, in cooperation with the State, shall undertake proactive measures/policies to ensure credit flow to the enterprises, convergence of other Government schemes and contributions from beneficiaries to achieve the design projections.

Section C

1. The Planning Department of Government of Meghalaya will be the nodal agency at the state level, whilst the Lead Project Agency shall be the Meghalaya Basin Management Agency (MBMA).
2. Additional Project Parties shall include any other stakeholder identified by the SPMU in agreement with the Fund.
3. The Project Completion Date shall be the eight anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The Project Implementation Manual (PIM) or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal, as well as additional conditions for eligibility of expenditures under IFAD financing:

- (a) The State level Project Management Committee (PMC) and the SPMU shall have been duly established.
- (b) A Project Director (PD) shall have been duly appointed.
- (c) An Additional Project Director (APD) shall have been duly appointed.
- (d) Key project finance staff shall have been duly appointed at SPMU level.
- (e) The Project Account shall have been duly opened by the SPMU.
- (f) The Project Agreement shall have been duly concluded between the Fund and the State of Meghalaya.
- (g) A PIM has been prepared and approved by the Board of Directors (BoD) of MBMA and the Fund

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary to the Government of India
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
North Block
New Delhi 110001, India

Facsimile: +91 11 2309 4075

For the Fund: The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Facsimile: + 39 06504 3463

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

REPUBLIC OF INDIA

Authorised representative
[title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project is designed to cover the entire state of Meghalaya, with enterprise facilitation centres (EFC) in all 39 blocks (sub-districts) of the state supporting around 47,400 enterprises over the Project Implementation Period (the "Project Area"). The Project will adopt a saturation approach, covering all villages in a cluster and all households in a village. Clusters will be selected on the basis of their capacity and potential for development of marketable crops and other products. This approach will help ensure that vibrant livelihood opportunities developed through the Project then spread to other villages in the same region. To ensure that the poorest and most marginalised families are included in the Project activities, specific targeting strategies will be adopted to reach out to different groups such as women, especially women in remote areas, youth and those below poverty line.
2. *Goal.* The goal of the Project is to improve family incomes and the quality of life in rural Meghalaya.
3. *Objectives.* The objective of the Project is to adapt expanded and sustainable livelihood opportunities to the hill environment and to the effects of climate change.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

- (a) Component 1: Natural resources and food security. The Project will improve access to domestic and irrigation water, and support improvements to food crop production, as well as catchment conservation and soil conservation. The Project will identify and train a Village Facilitator (VF) who, along with Lead Farmers, will implement natural resources (NR) and food crop interventions under the aegis of existing Village Employment Councils (VEC). The component will lead to: (i) an improved knowledge base regarding land, water and biotic resources, (ii) improved capacity to plan and sustainably use these resources; and (iii) improved land and water resources, along with enhancing food crop production. This component will have two subcomponents: (i) capacity development and natural resource planning; and (ii) land, water resources and food crop development.

Existing village employment councils (VECs) will be the focal point for implementing this component. With the help of VF and contracted local service providers, and through application of participatory planning approaches, VECs will prepare Integrated Natural Resource Management Plans (INRMP). These plans would be supported with an allocation of approximately INR 400 000 per village (varying according to the size and needs of the village), to enable implementation of the plans.

- (b) Component 2: Livelihoods Support. This component aims to support and build the capacity of the community to implement commodity-specific livelihood activities and address issues related to access to markets and finance. It has five subcomponents: (i) enterprise development; (ii) integrated production and marketing clusters; (iii) livestock development; (iv) marketing infrastructure; and (v) rural finance.
 - (i) *Enterprise Development* will support EFCs in all 39 blocks. EFCs are a one-stop-shop for enterprise development where interested entrepreneurs will get access to bank, convergence and Project funding, along with training and technical support;

- (ii) *Integrated Production and Marketing Support*: at least one sub-sector (product) with potential for scaling up and commercial production will be identified for each village cluster. The Project will engage service providers to prepare and implement sub-sector plans. These service providers may be private companies, resource NGOs or other agencies.
 - (iii) *Livestock Development*: establishment of Livestock Development Centres (LDC), mostly focusing on pig production. Each LDC would cover about six villages.
 - (iv) *Marketing Infrastructure*: The Project will support development of infrastructure including for primary markets, eco-friendly village roads, submersible bridges and ropeways. The Project will also establish a system of management of the markets to ensure equitable access for poor producers and regular maintenance;
 - (v) *Rural Finance*: The Project will establish Integrated Village Cooperative Societies (IVCS) mostly located in the Project village clusters. Each IVCS will have a full-time paid employee, provide savings and credit services along with other activities, such as supply of farm inputs and aggregation of production for marketing. IVCS will be directly linked to the Meghalaya Cooperative Apex Bank and can also borrow wholesale funds from other sources.
- (c) Component 3: Knowledge Services will include: (i) information for natural resources governance, including village maps derived from remote sensing; (ii) information for enterprise development, including, if feasible, a telephone support system for EFC staff and clients; (iii) technology testing and action research to generate information on new technologies and solutions to NR and enterprise problems; (iv) monitoring and evaluation (M&E) of LAMP activities, outcomes and results; (v) knowledge management and lesson learning for LAMP participating households, Project staff and other stakeholders; and (vi) dissemination and communications to spread information on LAMP to external stakeholders and a wider audience.
- (d) Component 4: Project Management. LAMP will establish Project Management Units (PMU) one at the State level and 11 at District Level. The State PMU (SPMU) will include units for Project management and technical support, as well as housing the Knowledge Services Component. Project management will build on existing systems at the state and district levels and strengthen the capacity in an incremental manner.

II. Implementation Arrangements

A. Coordination

1. Coordination at the highest level will be provided by the Board of the Meghalaya Basin Development Authority (MBDA). This will review the progress of LAMP and ensure that its activities are coordinated with other development efforts in the state, especially with the nine missions on the Integrated Basin Development and Livelihood Promotion Programme (IBDLP) in aquaculture, apiculture, livestock, horticulture, sericulture, forestry & plantation crops, tourism, energy and water.

2. State level. A Project Management Committee (PMC) will be constituted to support the Project. Chaired by the Development Commissioner/Principal Secretary, Planning Department, this will include PD of LAMP, heads of relevant line departments at the state level, representatives from banks and at least one representative from civil society. Additionally, one District Project Co-ordinator/ District Project Manager will participate and this will be on a rotational basis. The APD of LAMP will be the Member-Secretary. The key functions of the PMC will be to review Project progress, identify and help resolve challenges/ bottlenecks impacting Project performance, review the Annual Action Plans, share information and facilitate convergence.
3. District level. At the district level coordination and convergence will be ensured by having the Deputy Commissioner for the district as District Project Coordinator (DPC). The Project will be included in the regular District Development Coordination meetings and in other cross-programme meetings at the district level. These arrangements will ensure that the Project links up with the technical line departments in the field both in terms of obtaining technical support and getting convergence funding from other projects being implemented by these agencies.
4. Village level. At the village level LAMP natural resource management (NRM) activities will be implemented through the VECs, or other suitable community organisation. These VECs also have responsibility for implementation of Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act/Scheme, which provides a major source of funds for local level infrastructure, soil and water conservation, and catchment improvement – all major thrusts proposed for LAMP NRM. Each VEC will employ a Village Facilitator to support the implementation of LAMP activities in the village.

B. Management

5. The PD in charge of the management of LAMP will be a government appointee, preferably an Indian Administrative Service Officer who is the full-time Executive Director of MBMA. He/she will report to the Chief Executive of MBDA and to its BoD (who include the key Principal Secretaries of the Government of Meghalaya). PMU staff, including an APD, will be recruited from the open market on a contract basis or made available on deputation from the Government. The PMU may also comprise some of the existing staff of MBDA.
6. Technical Partner Agencies will provide specialised support for NR and Food Security, EFCs, Integrated Production and Marketing Clusters, Livestock Development, and Knowledge Services.
7. NRM and food security improvement will be implemented by VECs, with people in these villages also receiving financial services from IVCS. Integrated Production and Marketing activities in the same clusters will be implemented by producers and producer groups supported by service providers. IVCS will be member based cooperatives and will come under the overall guidance of MCAB and the Department of Cooperatives. Support to EFCs will be directly implemented by the Project. In case of road and market infrastructure development, the Project will use contractors for construction and Consulting Engineers to design and supervise construction, selected based on the approved Procurement Plan.
8. State level. At the state level, the SPMU will be housed within the MBMA. In the SPMU the APD will be responsible for ensuring convergence with other government schemes and will follow-up on coordination meetings to ensure that the Project obtains the maximum possible benefits from the very significant government resources available for complementary projects. If justified by the workload, the SPMU may appoint a Convergence Manager to take on these tasks.

The SPMU will have two teams which will work in close co-ordination with each other:

- (a) Project Management Team (PMT) with key responsibilities of: (i) prepare and implement action plans; (ii) support DPMUs in their day to day functioning; (iii) co-ordinate and liaise with line departments of the government for convergence; (iv) ensure quality of implementation; (v) procure services/good as required; and (vi) project accounting. The additional function of human resources (HR) will be managed by an HR team now being recruited for MBDA.
- (b) Knowledge Services Team (KST) which will come under the overall charge of a Director/Head of Knowledge Services, and consist of teams for natural resource knowledge, enterprise knowledge, M&E, and lesson learning and communications. Their key responsibilities would be to (i) collate and analyse information from the field and prepare reports, information briefs etc; (ii) identify needs for and prepare knowledge products for different audiences; (iii) facilitate knowledge sharing within and outside the project with key stakeholders; and (iv) develop and manage a knowledge website.

8.1. Subsidiary Agreement. The State of Meghalaya shall enter into a Memorandum of Understanding (Subsidiary Agreement) with the MBMA, mutually acceptable to the State and the Fund, which shall provide, among other things that:

- (a) The State shall transfer the proceeds of the Financing and the State's counterpart funds, as Grants-in-Aid, as per the approved annual workplan and budget, to MBMA, in advance;
- (b) MBMA shall declare its commitment to the goal and objective of the Project as stated hereinabove, and, in furtherance of such goal and objective, MBMA shall undertake to carry out the Project in accordance with this Agreement and with the Project Agreement;
- (c) Submission of withdrawal claims for the financing to the Borrower through the Planning Department of Government of Meghalaya;
- (d) The Procurement of works, goods and services undertaken by MBMA shall follow the Fund's Procurement Guidelines and the approved annual Procurement Plan; and
- (e) Provision that the financial statements of MBMA may also be audited by the Office of Comptroller and Auditor General of India and any observations resulting from the audit and the action taken thereof, shall be communicated to the Fund within a reasonable time.

9. District level. The Deputy Commissioner of the district will be the *ex officio* DPC of LAMP. At the district level the LAMP district project management unit (DPMU) will be integrated into the existing Basin Development Units (BDU). A full time District Project Manager (DPM), reporting to the DPC will be hired from the market and will be responsible for the day to day management of the Project activities at the district level and below. The team will provide handholding support as well as be responsible for supervision and monitoring of the EFCs, the Village Facilitators (who would be hired via the VECs) and the Managers of the IVCS. They will help resolve bottlenecks, liaise with the line departments at the district level as well as with the technical experts and project managers concerned at the state level to facilitate convergence and provide support to the entrepreneurs. The DPMU will also act as a liaison between the community level organizations (VEC, EFCs, IVCS) and the SPMU to ensure smooth flow of information and technical support. As required, additional staff may be attached to the DPMU to implement IBDLP activities that

are not being supported by LAMP. These staff would be funded by MBDA independently of LAMP. The DPMU shall also have Convergence Officers who will follow-up on coordination meetings to ensure that the Project obtains the maximum possible benefits from the very significant government resources available for complementary projects.

C. Programme Implementation Manual

The MBMA shall prepare a draft PIM to be approved by the BoD of MBMA and the Fund. The PIM shall include procedures and processes for Project implementation, financial administration and reporting.

MBMA shall adopt the PIM substantially in the form approved by the BoD and the Fund and may make amendments thereto from time to time with the approval of the Fund. The State shall cause the Project to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

D. Mid-Term Review

The Lead Project Agency and the Fund shall jointly carry out a review of the Project implementation no later than the fourth anniversary of the date of entry into force (the Mid-Term Review) based on terms of reference prepared by the Lead Project Agency and approved by the Fund. Among other things, the Mid-Term Review shall consider the achievement of Project objectives and the constraints thereon, and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints. The Borrower shall ensure that the agreed recommendations resulting from the Mid-Term Review are implemented with the specified time therefore and to the satisfaction of the Fund. Such recommendations may result in modifications to this Agreement or cancellation of or reduction in the Financing.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
Works	7 340 000	55%
Equipment and materials	880 000	75%
Training	4 480 000	90%
Goods, Services and input	6 780 000	85%
Grants and Subsidies	4 490 000	50%
Salaries and allowances	4 650 000	40%
Operating costs	530 000	50%
Unallocated	3 250 000	
TOTAL	32 400 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Equipment and materials” include expenditures for vehicles

“Goods, Services and input” include expenditures for goods, services and consultancies

Negotiated project agreement: "Livelihoods and Access to Markets Project"

(Negotiations concluded on 25 March 2014)

Loan Number: _____

Project Title: Livelihoods and Access to Markets Project (the "Project" or "LAMP")

The State of Meghalaya of the Republic of India (the "State") acting through its Governor
and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

Hereby agree as follows:

WHEREAS:

(A) By Financing Agreement (the "Financing Agreement") between the Republic of India (the "Borrower") and the Fund, the Fund has agreed to make available to the Borrower a loan in the amount of thirty two million four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 32 400 000) for the purpose of partially financing the Project, but only at the condition that the State agree to undertake such obligations toward the Fund as are set forth in this Agreement;

(B) By a Memorandum of Understanding (the "Subsidiary Agreement"), to be entered into between the State and the Meghalaya Basin Management Agency ("MBMA" or "Lead Project Agency"), the State shall make available the proceeds of the Financing as received from the Borrower in accordance with the Financing Agreement, together with other funds required for carrying out the Project in the State, available to the Lead Project Agency on terms and conditions set forth therein;

(C) The State, in consideration for the Fund entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed to undertake the obligations hereinafter set forth;

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document and the Financing Agreement.
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement.
3. The State declares its commitment to the goal and objective of the Project as set forth in Schedule 1 of the Financing Agreement and accepts the obligations ascribed to it in the Financing Agreement, as valid, binding obligations of the State to the Fund.

4. For the purposes of this Agreement, any obligation of the Borrower, either independently or jointly with the Lead Project Agency/Project Parties to cause or ensure the taking of or forbearance from taking certain actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forbear from taking such actions or to cause or ensure the taking of or forbearance from taking such actions. This includes the obligation of the State to undertake proactive measures/policies to ensure credit flow to the enterprises, convergence of other Government schemes and contributions from beneficiaries to achieve the design projections.

5. Any obligation of any Project Party or other implementing agency to take or forebear from taking any actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to cause, or ensure that the MBMA shall cause, such other Project Party or implementing agency to take or forebear from taking such actions.

Section B

1. In accordance with the Financing Agreement, the State shall enter into a Subsidiary Agreement with MBMA in form and substance acceptable by the Fund.

2. The State shall duly perform all its obligations under the Subsidiary Agreement and this Agreement and shall cause MBMA to perform all of its obligations under the Subsidiary Agreement. The State shall ensure that each other Project Party or implementing agency shall perform their respective obligations under the Project and under each other subsidiary agreement or memorandum of understanding which may be entered into to implement the Project.

Section C

The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the State:

xxxxxx
xxxxxx
xxxxxx

Facsimile: + (xx) xxxxxxxx

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Facsimile: + (xx) xxxxxxxx

This Agreement has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the State.

STATE OF MEGHALAYA

Authorised representative
[title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Logical framework

Narrative summary	Key performance indicators	Means of verification	Risks
Goal Higher family incomes & better quality of life in rural Meghalaya	Increase in household asset index (RIMS anchor)* % reduction in child malnutrition (RIMS anchor)*	RIMS+ baseline and impact assessment surveys	Relative stability in general economic conditions are conducive to poverty reduction
Objective Expanded and sustainable livelihood opportunities adapted to the hill environment and to the effects of climate change	At least 50,000 households adopt new livelihood opportunities linked to markets.* 20,000 households report reduced time to collect domestic water*. 210 IVCS are financially sustainable and have loan recovery rates of at least 95%.	Thematic outcome surveys Project progress reports Annual Outcome survey IVCS audits and MIS	Rural people respond to opportunities for improved livelihoods Political stability and security situation allow communities access to economic opportunities and natural resources
Outcomes			
1.1 Improved access to water and increased production of food crops	50,000 farmers report increased cereal production* 200,000 ha under improved management for watershed/forest conservation	Thematic studies Annual Outcome survey Project progress reports	Changes in weather patterns do not seriously affect farming. Prices do not fall to a level where local production unviable.
2. 1 Improved access enterprise development	47,000 entrepreneurs supported by EFCs start or expand an enterprise* 80% of the enterprises receiving investment support are operating profitably beyond third year of establishment*	Thematic studies EFC MIS data	Banks come forward provide required credit to start enterprises
2.2 Expansion of clusters producing commodities for the market	15,000 farmers report increased sales* 50% increase in the total production/sales Increased sale prices of 15%	Annual outcome surveys Thematic studies of costs & returns	Households have adequate labour for the expansion of enterprise and good returns in sub-sector
2.3 Improved livestock production	32,500 households report adoption of improved methods, increased sales, value of sales and increased number of animals	Annual Outcome survey	Vaccines are available to control infectious diseases
2.4 Improved access to rural markets	Sales in 41 markets increase by 30%+ 30% reduction in transportation cost of crops and inputs on improved roads	Thematic studies of markets	Resources for maintenance of markets available.
2.5 Increased use of financial services by rural households	IVCS have 90,000 savers and 60,000 borrowers*	IVCS MIS system	Meghalaya Cooperative Apex Bank provides required finance and other support.
3. Information hub providing useful data	Number of producers benefiting from information services*	Project progress reports	Information services prove to be useful.
Outputs			
1. Natural Resources and Food Security			
1.1 Capacity development & natural resource planning	1350 NRMPs prepared, approved and implemented	MIS/project progress reports	
1.2 Land, water	Water-related interventions in 1000	MIS/project	Adequate funds are

Narrative summary	Key performance indicators	Means of verification	Risks
resource and food crop development	villages Land use management plans implemented in 500 villages, and area covered. 50,000 farmers involved in food crop interventions.	progress reports	available for the implementation of activities from convergence.
2. Livelihood Development			
2.1 Enterprise Development	300,000 entrepreneurs register with EFCs* 100,000. of applications submitted for loans and convergence funding* 60,000 entrepreneurs trained*	EFC MIS/project progress reports	Technical support can reach scattered entrepreneurs Convergence funds available
2.2 Integrated production and marketing support	54 village clusters implement commodity-based production and marketing plans 1350 Lead Farmers trained by commodity* 20,000 households participating in cluster based production*	MIS/project progress reports	Viable value chain development opportunities exist
2.3 Livestock development	120 livestock clusters covering 720 villages 120 CLF and 720 VLRP trained & providing services 43,200 households trained and participating	MIS/project progress reports	Sufficient number of CLP and VRLP can be recruited and trained.
2.4 Market Development	55 improved markets built 55 markets with maintenance plans 41 markets establish a procedure for maintenance by using the revenue collected	MIS/project progress reports	Traditional leadership allows market development
2.5 Communications Infrastructure	250 kms of village roads, 20 bridges and 10 ropeways built No. of households with access to village roads built under the project*	MIS/project progress reports	Villagers and traditional leaders provide land for road construction
2.6 Rural finance	IVCS societies cover 1350 villages with 120,000 members*.	ICVS MIS system	Support from the Department of Cooperatives and quality handholding from MCAB
3. Knowledge services			
3.1 Lesson learning	Number of knowledge products and events generated by project	Progress reports	Useful lessons available for dissemination
3.3. Information hub	Amount of information collected, collated and stored in the information hub.	MIS/project progress reports	Relevant information is available for collection by hub